



Andreas Malm : « L'urgence climatique rend caduc le réformisme »

Ballast

18 juin 2021

Entretien inédit pour le site de Ballast

Il est l'une des nouvelles voix de l'écologie politique. Né en Suède au milieu des années 1970, auteur d'une dizaine d'ouvrages (traduits en français, pour les plus récents d'entre eux, aux éditions La Fabrique), Andreas Malm soutient l'idée que la social-démocratie est strictement incapable de faire face au défi climatique. À rebours des partisans du localisme, de l'autonomie ou de la destitution — qui ont la faveur d'une large part de la gauche radicale —, Malm réhabilite le communisme. Et, plus précisément, le léninisme. Autrement dit la stratégie de la prise du pouvoir d'État afin de disposer de leviers d'action à grande échelle et, donc, d'être en mesure d'enrayer aussi vite que possible la catastrophe planétaire en cours. Mais le militant et théoricien s'empresse de préciser : un léninisme qui a tiré les leçons du XX^e siècle et de l'échec soviétique. Si la mise en place d'une organisation révolutionnaire de masse est indispensable à ses yeux, elle devra, conjointement, être « libertaire ». De passage en France, nous l'avons rencontré.



Regardons les unes de la presse française : « 2021 ou l'urgence climatique », « 2021, une année cruciale pour accélérer la lutte contre le changement climatique », « Sauver la planète en 2021 ». Puis regardons par la fenêtre : pas le début d'une révolution dans la rue. Pourquoi ?

Non seulement il n'y a pas de révolution, mais il n'y a même plus de mouvement pour le climat dans la rue. 2019 a été une année de mobilisation sans précédent dans les pays du Nord global, notamment en Europe. Elle a ensuite été interrompue par la pandémie — je ne crois malheureusement pas que le mouvement pour le climat puisse rebondir au sortir immédiat de la crise sanitaire. Peut-être qu'il faudra un nouveau « gros choc climatique », comme lors de l'été 2018, pour refaire sortir les gens dans la rue. Plus généralement, l'absence de forces révolutionnaires s'explique par un déséquilibre des forces dans la lutte des classes : la domination politique de la bourgeoisie et la montée des forces d'extrême droite se répondent et occupent la scène politique.

Vous dénoncez le « fatalisme climatique ». En France, nous nommons « collapsologie » le courant qui pense que c'est déjà trop tard : nous devrions accepter l'effondrement et apprendre à vivre avec. Pourquoi êtes-vous moins pessimiste ?

« L'idée que nous devrions "vivre avec l'effondrement climatique" est formulée par des privilégiés du Nord. »

Je ne crois pas que ce soit une question d'optimisme ou de pessimisme. Il ne s'agit pas, pour moi, de nier le danger de l'effondrement climatique ni de le minimiser. Le problème avec la collapsologie, c'est l'idée que nous n'aurions aucun pouvoir sur le processus climatique, qu'il se trouverait *au-delà* de notre influence. Il n'y a rien de plus faux ! Si



nous n'avons pas réussi jusqu'ici à enrayer le changement climatique, il faut au contraire se battre et essayer de nouvelles tactiques de lutte. Il n'y aura aucun moyen de s'adapter à un réchauffement climatique de 4 ou 6 °C. Les peuples du Sud, en particulier, ne pourront pas s'adapter aux futures vagues de chaleur. Nous en voyons déjà des cas extrêmes dès à présent : le sud de l'Iran ou le Tadjikistan connaissent des pics à 50 °C, en ce mois de juin. L'idée que nous devrions « vivre avec l'effondrement climatique » est formulée par des privilégiés du Nord qui ont les ressources matérielles nécessaires pour « déménager à la campagne » et « être auto-suffisants ».

Vous écrivez que « l'ennemi est le capital fossile ». Certains écologistes font la même observation mais en tirent une autre conclusion : ils louent le monde précapitaliste, voire pré-civilisationnel. Le monde d'avant la grande rupture néolithique. Vous semblez ne pas partager cette idée...

Je partage l'idée qu'il faut trouver des inspirations dans les sociétés du passé ou restaurer des « états du passé », comme le proposent certains courants écologistes : songeons au réensauvagement, à l'écologie de la restauration ou au projet de retirer du CO₂ de l'atmosphère pour revenir à l'état antérieur des révolutions industrielles. Je ne suis donc pas contre les objectifs de « retour en arrière ». Mais la restauration des écosystèmes va nécessiter des technologies sophistiquées, et le rejet général des technologies modernes me pose problème. Je suis allergique à la critique des énergies renouvelables, très répandue dans les mouvements écologistes. Comment comptent-ils remplacer les énergies fossiles ? Ils ont bien une idée, vague : la décroissance compensera miraculeusement la forte baisse des énergies fossiles. Mais les technologies renouvelables existent bel et bien, et elles sont prometteuses. Notre principal grief contre le capital est qu'il refuse de substituer les énergies fossiles aux énergies renouvelables.



Tree #5, 2007 | Myoung Ho Lee

Vous avancez que « le geste léniniste est le seul qui puisse indiquer une voie de sortie ». D'où votre défense d'un éco-léninisme, d'un léninisme vert. Vous êtes conscient que ressusciter Lénine sera plus difficile que de rendre Greta Thunberg audible auprès du grand public ?

Je n'ai pas l'ambition de m'adresser au public mainstream de Greta Thunberg ! (*rires*) Ce n'est pas mon rôle. Ressusciter Lénine est indispensable pour penser nos tâches stratégiques. Quand les sociétés sont confrontées à des crises majeures — comme les désastres écologique et pandémique —, la stratégie des forces progressistes consiste à faire apparaître les mécanismes qui sont à leur origine et les dirigeants qui les incarnent. C'est ce que Lénine ou Rosa Luxemburg ont fait en leur temps : la fin de la Première Guerre mondiale devait passer par une crise révolutionnaire à même de renverser les gouvernements qui avaient envoyé des millions d'hommes mourir sur les champs de bataille sans raison valable. Notre crise n'est pas une guerre mondiale où s'affrontent des armées, mais une crise écologique où les catastrophes s'enchaînent d'elles-mêmes. Lorsque se produisent des vagues de chaleur comme en 2018 ou une pandémie comme en 2020, la tâche stratégique est de dépasser les discussions à court terme — sur le nombre et l'organisation des pompiers, sur le bienfondé ou non du port du masque, sur les restrictions de liberté à des fins sanitaires, etc. — pour pointer les mécanismes qui sont à l'origine de ces crises, et éviter, ainsi, qu'elles aient lieu à nouveau. Sans ce



changement de perspective, nous courrons d'une catastrophe à l'autre. Dire que c'est un « geste léniniste » ajoute de la controverse, certes, mais ça a le mérite de faire face à ce point.

Vous mettez les pieds dans le plat quant à la question de la violence — celle qu'il faudrait déployer contre les forces destructrices de l'environnement. Deux objections vous sont adressées : la « nature » pacifiste du mouvement écologiste et le faible degré d'acceptation de la violence dans les sociétés occidentales contemporaines.

« Il faut casser cette paralysie de toute urgence. La violence contre les infrastructures est une des tactiques possibles parmi de nombreuses autres. »

Je ne crois pas que la non-violence soit inhérente au mouvement écologiste. Dans les pays du Sud global, les manifestations contre les projets pétroliers ou miniers ont déployé des tactiques de contre-violence. Aucun mouvement social n'a une essence fixée à jamais : seuls les acteurs guident et orientent les stratégies de ces mouvements. Si le mouvement environnemental dans les pays du Nord global a été jusqu'alors non-violent, c'est parce que les leaders ont fait ce choix stratégique. Soyons clair : je n'affirme pas qu'il faille utiliser la violence à l'encontre d'individus. Porter atteinte à l'intégrité d'un individu est par principe immoral. Pour s'en prendre à une personne — le PDG de Total, par exemple —, il faut fournir la justification que ses actes, dans certaines conditions géographiques ou historiques, entraînent des conséquences immédiates, tangibles et véritablement dangereuses pour un grand nombre d'individus. En plus du caractère immoral de l'acte violent, son traitement médiatique et sa réception par l'opinion publique nuiront aux objectifs du mouvement.

Je suggère donc plutôt de diversifier les tactiques écologistes en s'attaquant aux biens, c'est-à-dire aux propriétés qui détruisent la planète. Il y aura une acceptation grandissante de ce type de violence à mesure que les conséquences de la crise climatique s'approfondiront et seront plus visibles. Il est à parier que les gens vont de plus en plus reconnaître les liens de causalité entre l'exploitation des mines de charbon et les feux de forêt géants en Australie, par exemple. Le degré d'approbation populaire de ces tactiques n'est pas déterminé par avance, il peut se modifier à la faveur d'événements. Prenons l'exemple des manifestations qui ont eu lieu à la suite de l'assassinat de George Floyd aux États-Unis : un sondage a exprimé un soutien majoritaire de la population américaine aux manifestants ayant assailli et brûlé le

commissariat de Minneapolis. Ça vient contredire la théorie du pacifisme stratégique : cette action n'a pas fait fuir de terreur les manifestants ni n'a aliéné le mouvement Black Lives Matter de son soutien majoritaire. Au contraire, ça a incité les gens à rejoindre le mouvement car il révèle que la violence des policiers n'est pas une fatalité ni un destin naturel, mais un processus social sur lequel nous pouvons agir en détruisant l'infrastructure qui incarne cette violence à un moment donné. Le mouvement pour le climat nécessite des actions similaires car il souffre de la même paralysie : l'idée que les infrastructures fossiles sont un fait de la nature, inscrites dans le décor à tout jamais. Il faut casser cette paralysie de toute urgence. La violence contre les infrastructures est une des tactiques possibles parmi de nombreuses autres. En France, vous avez de nombreux équipements de l'entreprise climaticide Total : en prendre le contrôle, sans forcément les détruire, enverrait un signal. Total n'est pas une multinationale tentaculaire mais un ensemble d'équipements à la portée de tous.



□Stéphane Burlot | Ballast□

Quel est le rôle des franges radicales dans les mouvements sociaux, par rapport à leur segment réformiste ?

Dans certains mouvements sociaux, on observe un effet positif de l'aile radicale. La peur que génèrent les militants radicaux rend les militants mainstream plus respectables. Les dirigeants se sentent obligés de faire des concessions à la frange dite « mainstream » du



mouvement par peur de voir l'influence de la frange dite « radicale » grandir. Le cas historique le plus connu est celui du Mouvement des droits civiques aux États-Unis. Il existe néanmoins un effet négatif de l'aile radicale lorsque les actions radicales discréditent la cause elle-même. Il n'en demeure pas moins que le mouvement écologiste a besoin d'une frange radicale centrée sur des actions précises et suffisamment intelligentes pour revisiter constamment ces tactiques lorsque cette frange se rend compte que sa radicalité rejaillit négativement sur la cause.

Il y a quelques années, nous avons interviewé Vandana Shiva. Elle nous avait dit que « Gandhi est plus pertinent aujourd'hui que jamais ». Vous le critiquez sévèrement et appelez à passer du « moment Gandhi » de l'écologie au « moment Fanon ». Que peut Fanon que ne permet pas Gandhi ?

« Le désespoir est le sentiment le plus largement partagé devant l'urgence climatique, ce qui engendre des déséquilibres psychologiques réels. »

Il faut mobiliser l'héritage de Fanon dans le mouvement écologiste. Fanon pense l'usage de la violence dans un autre contexte, celui de la colonisation. Il analyse la situation qui précède les luttes de décolonisation ainsi : les gens souffrent en silence et intériorisent l'oppression, ce qui génère du désespoir et des troubles psychiques. Lorsqu'ils s'émancipent des colons par la lutte armée, il se produit une libération psychologique, une réhabilitation mentale. Il existe des similitudes avec les injustices environnementales. Le désespoir est le sentiment le plus largement partagé devant l'urgence climatique, ce qui engendre des déséquilibres psychologiques réels. La seule solution pour rompre avec ce cercle vicieux est l'action collective, grâce à laquelle ces sentiments se retournent contre les causes du phénomène. Le passage à des actes violents contre les infrastructures d'énergies fossiles libère les individus de ce mal-être. Ça s'applique pour les pays du Sud où la misère est plus concentrée. L'année dernière, il y a eu 30 millions de déplacés internes en raison de catastrophes climatiques — soit beaucoup plus qu'en raison de conflits militaires. Pensons aux habitants du Bangladesh, des Philippines ou de Madagascar dont les maisons ont été détruites par des sécheresses, des cyclones, des orages, etc. Nous sommes en plein dans la situation décrite par Fanon à la veille des luttes de décolonisation : une multitude de souffrances silencieuses sont causées par le changement climatique. Tôt ou tard, une explosion assourdissante viendra des pays du Sud.

Vous relancez la vieille querelle entre communistes et anarchistes. Vous avez



même déclaré que « les idées anarchistes doivent être combattues ; [qu']elles ne nous mèneront nulle part ». Comment comptez-vous convaincre les libertaires présents au sein de notre revue que l'État fait partie de la solution ?

Cette querelle n'est pas assez développée dans mon livre pour convaincre quiconque ! (rires) Je sens une position monter à l'intérieur des forces de gauche : de plus en plus de gens font le constat que les dernières décennies passées à lutter au sein d'organisations verticales, centralisées et obnubilées par la conquête du pouvoir d'État, ont échoué. Il faudrait donc se tourner vers des mouvements horizontaux, en réseaux, sans objectif de prise de pouvoir. L'aggravation de l'urgence climatique rend pourtant très difficile de se figurer que des actions associatives et locales puissent résoudre le problème à elles seules. Je ne nie pas qu'elles soient importantes. Mais, si l'objectif est de réduire les émissions de 10 % par an, je ne vois pas d'autre acteur que l'État pour coordonner cet effort collectif : sans planification ni contrainte, le chaos des intérêts individuels régnerait. À titre d'exemple, le démantèlement des multinationales des énergies fossiles nécessite une phase transitoire de propriété publique. Les États, tels que nous les connaissons — c'est-à-dire capitalistes — ne se lanceront jamais dans cette entreprise de leur propre chef.



Tree #9, 2017 | Myoung Ho Lee



Les partisans des ZAD, des oasis, de l'autonomie ou des communes libres forment en effet une part importante de l'imaginaire du mouvement anticapitaliste. Ces expériences locales seraient donc nécessaires mais dérisoires au regard des enjeux ?

Je me suis rendu dans l'équivalent allemand des ZAD, les [Ende Gelände](#). Ces « camps climat » sont organisés à l'image de la société écologiste dans laquelle nous voudrions vivre : énergies renouvelables et nourriture végétane. C'est très bien ! Mais le cœur politique du mouvement Ende Gelände est la demande de démantèlement des mines de charbon et de lignite : ils n'ont pas l'illusion de croire qu'ils en sont capables seuls ! Leur stratégie consiste à ce que l'opinion publique fasse pression sur l'État au point qu'il n'aura pas d'autre choix que de les démanteler — c'est le fonctionnement classique des mouvements sociaux. Le plus souvent, ça ne marche pas. D'ailleurs, en Allemagne, la « Commission Charbon » avait fini par fixer une date de démantèlement des mines en 2019, avant de la repousser en 2038. Soit deux décennies supplémentaires d'extraction et de consommation de charbon...

Face à quoi, vous défendez donc un « léninisme libertaire ». Le philosophe trotskyste Daniel Bensaïd considérait que c'était là le « défi de notre temps ». Si vous tenez à conserver l'État, que reste-t-il de libertaire dans votre proposition ?

« Le léninisme libertaire est utile pour rappeler la nécessité de l'État afin de mettre œuvre des transformations sociales et écologiques. »

J'aime beaucoup cette formule de Daniel Bensaïd, qui fait prendre conscience de l'héritage problématique de la politique léniniste. Elle rejette l'idée du parti unique et de la bureaucratie en appelant à une politique pluraliste, à une défense des libertés publiques et à la démocratie par le bas. Le léninisme libertaire est utile pour rappeler la nécessité de l'État afin de mettre œuvre des transformations sociales et écologiques, tout en restant vigilant sur les risques de la centralisation du pouvoir.

Vous avez écrit que la victoire de Sanders ou de Corbyn aurait été une très bonne nouvelle pour la planète. Comment un critique aussi acerbe de la social-démocratie que vous en vient-il à trouver des vertus aux dirigeants réformistes ?

Je viens d'une tradition politique très critique de la social-démocratie. Le réformisme

social-démocrate prétend qu'on peut transformer la société doucement, opérer des changements pas à pas, réforme par réforme. L'urgence climatique rend caduque cette position. Ça ne signifie pas qu'un processus de transition rapide doit forcément être enclenché par des organisations révolutionnaires. D'abord, parce que ces organisations sont très marginales ou en décomposition — ce serait fou de penser que seul le NPA, en France, puisse enclencher la transition ! Ensuite, l'élection d'un Corbyn ou d'un Sanders, sur la base du programme présenté aux électeurs, les met face à une alternative binaire : soit se coucher et abandonner rapidement leur programme sous la pression des lobbys, soit mettre le doigt dans une transition initiée par les mouvements sociaux, qui les mène inéluctablement vers des mesures radicales. La gauche britannique a eu raison de s'investir derrière Corbyn, même si ça a échoué. L'élection récente de [Pedro Castillo](#) au Pérou est à suivre de près.



□Stéphane Burlot | Ballast□

Faisons une expérience de pensée : la Suède et la France viennent de connaître un soulèvement révolutionnaire et le nouveau pouvoir est écologiste. Ces gouvernements nationalisent, planifient, réquisitionnent, sanctionnent les contre-révolutionnaires et interdisent la consommation d'animaux — comme vous le préconisez. Mais, du côté des pays qui émettent le plus de CO₂ — la Chine, les États-Unis, l'Inde ou la Russie —, rien, pas l'ombre d'un soulèvement. À quoi ça servirait, dès lors, un ou deux pays



anticapitalistes pris dans un nuage mondial de pollution ?

Je ne suis pas sûr d'avoir assez réfléchi à la question pour produire une réponse pertinente ! (*rires*) Pour certains pays du Nord, il est techniquement et économiquement possible d'opérer une transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables. Mais le processus de réchauffement climatique est par définition global : il est effectivement difficile d'imaginer cette transition dans des pays isolés. Puisque les catastrophes climatiques vont empirer partout, la poussée écologiste sera mondiale. Il faut mondialiser la transition écologique : de même que le socialisme dans un seul pays était une mauvaise idée au XX^e siècle, la transition écologique dans un seul pays est une mauvaise idée au XXI^e siècle.

Qui dira radicalisation éventuelle du mouvement écologiste dira répression policière et étatique...

Tous les mouvements sociaux qui défient des intérêts économiques puissants ont fait face à la répression. Dans le cas du mouvement pour le climat, si nous augmentons le niveau d'affrontement, nous l'expérimenterons également. Nous devons choisir les tactiques qui minimisent cette répression. Par exemple, [Extinction Rebellion](#) a fait de l'arrestation par la police une vertu : c'était même un objectif tactique d'avoir le maximum de militants arrêtés. Je plaide davantage pour des tactiques où on minimise les coûts pour le mouvement et ses membres, et où on maximise l'impact concret contre nos adversaires. La stratégie de long terme est de devenir si puissants, si nombreux, si divers dans nos tactiques que nous déjouerons la répression et battons l'adversaire.

Photographie de bannière : *Tree #3*, 2012 | Myoung Ho Lee

Photographie de vignette : Stéphane Burlot | Ballast

Traduit de l'anglais par Jeanne Henry et Alexis Gales.
